

Après le virus, le business !

Avec l'expérience de la pandémie, on aurait pu imaginer que le patronat postal, le gouvernement, les élu-es de la nation percutent une bonne fois pour toutes sur la place de La Poste dans notre société. Il semble hélas que la cupidité naturelle de ces acteurs « publics » ne prévaille sur le bon sens qui devrait présider au débat sur l'avenir du service public postal. *Sud* alerte sur ces dérives et appelle au débat public.

Service minimum postal

La présentation d'une perte « Covid19 » pour le groupe d'1,7 milliards d'€ présente un risque considérable pour les missions de service public de La Poste. Même si la direction se répand en louanges, la main sur le cœur sur la continuité de la plupart des activités pendant la pandémie, les réflexions sur ce que pourrait être un « service minimum postal » vont bon train. Télétravail, réorganisations du Réseau, fin du 6 jours sur 7 et du J+1, précarisation et externalisation accrues des activités, il n'y a pas de tabou dans les réflexions d'un cercle bien fermé de dirigeants du groupe, d'élus et de membres du gouvernement.

Courrier et Réseau dans le collimateur

Pour la branche BSCC de La Poste, il est clair que l'activité courrier est devenue un membre gangrené qu'il faut amputer au plus vite. L'opération est déjà bien entamée : baisse de la QS avec le passage à J+2 des recommandés ou la création de la lettre verte, tournées à découvert systématisées, politique tarifaire dissuasive avec plus de 5% d'augmentation moyenne annuelle. Ce sont surtout les dizaines de milliers de collègues facteurs et factrices qui paient le prix fort de cette stratégie de défaisance, avec des réorganisations en cascade, la destruction des collectifs de travail, les horaires atypiques, la pause méridienne, la sacoche. L'imagination des ressources humaines est sans limites pour exploiter la force de travail de la BSCC. Il en va de même au Réseau, exposé au couperet de la rentabilité de la Banque Postale, bien loin des besoins de la collectivité. Les dirigeants du groupe et des élu-es souvent complices valident en catimini "l'absence postale" des territoires comme des quartiers populaires.

L'intérêt général ? Quelle horreur !

L'idéologie qui guide cette chasse au service public tombe toute cuite de thinks tanks comme l'Institut Montaigne au sein duquel siège Philippe Wahl, le président de La Poste (bonjour l'éthique). Comme une station d'épuration montée à l'envers, cet institut produit des rapports nauséabonds à la

pelle. Exemples : « *Pour une fonction publique audacieuse et « business Friendly »* » qui décrit les fonctionnaires comme des demeurés qui ne connaissent rien à l'économie et à la croissance, ou encore « *Quelques pistes d'économies pour réduire les dépenses publiques* » où « *le recul de l'âge de départ à la retraite* » et « *la réduction des aides au logement* ». De vrais humanistes..

Des milliards détournés du service public

La politique d'investissement du groupe doit aussi être discutée. Rien que depuis 2016, 4,6 milliards d'€ ont en grande partie été engloutis dans des acquisitions d'entreprises qui n'ont aucun rapport avec les missions d'intérêt général de La Poste. Boîtes de colis express en Europe, au Vietnam ou à Singapour, entreprises d'approvisionnement en matériel médical et soins à domicile. Ces investissements reposent sur des « business models éprouvés » : la croissance de l'express et le vieillissement de la population. Pour *Sud* cette stratégie vieille de 20 ans basée sur la croissance infinie du chiffre d'affaires de La Poste est loin d'avoir porté ses fruits. Les bénéfices tous relatifs des acquisitions sont systématiquement réinvestis dans d'autres opérations de « croissance externe » ou reversés en dividendes aux actionnaires, Etat et CDC.

Remettre les besoins au cœur du débat

La crise sanitaire l'aura bien démontré en matière de santé ou d'éducation, les questions de service public ne sauraient être laissées aux mains des technocrates et des politiques. Les missions de La Poste peuvent et doivent évoluer dans un projet émancipateur, répondant aux besoins de la collectivité et ne laissant personne sur le bord du chemin. Les organisations syndicales ont leur mot à dire sur le sujet. Pour *Sud*, ça consiste à accompagner les salarié-es au quotidien pour leurs conditions de travail, leurs rémunérations et l'emploi pérenne, mais c'est aussi porter haut et fort la défense et la reconquête du service public postal, les besoins et les moyens ne manquent pas, il faut juste avoir le courage d'en débattre.